

N° AT-MAR-2023-375

**Arrêté temporaire
Portant réglementation de la circulation**

D 94, D 97, D 142 et D 431, communes de Millières, Gorges et Saint-Patrice-de-Claids

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MANCHE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5,

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-5 et R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié par l'arrêté du 6 décembre 2011

Vu l'arrêté du président du conseil départemental de la Manche, n° ARR-2023-59, du 3 février 2023, applicable à partir du 6 février 2023, portant délégation de signature à Monsieur le responsable de l'agence technique départementale des marais.

Vu la demande de **l'ATD des Marais** en date du 28/03/2023 sollicitant l'autorisation de réaliser des travaux **du 11/04/2023 au 21/04/2023**,

Considérant que pendant **les travaux de pelle en régie par le CER de Périers**, sur les :

- **D 94** du PR 0+22900 au PR 0+23630 (Millières)
- **D 97** du PR 0+11190 au PR 0+11750 (Gorges)
- **D 142** du PR 0+12390 au PR 0+13250 (Millières)
- **D 431** du PR 0+1400 au PR 0+1920 (Saint-Patrice-de-Claids)

, sur le territoire des communes de **Millières, Gorges et Saint-Patrice-de-Claids**, **il est nécessaire pour assurer la sécurité des usagers d'interdire la circulation à tous les véhicules sauf aux secours, aux transports scolaires, lignes régulières et sous réserve du droit des tiers, du 11/04/2023 au 21/04/2023.**

ARRÊTE

Article 1 : À compter du **11/04/2023** et jusqu'au **21/04/2023**, la circulation des véhicules est interdite sur les :

- **D 94** du PR 0+22900 au PR 0+23630 (Millières) situés hors agglomération
- **D 97** du PR 0+11190 au PR 0+11750 (Gorges) situés hors agglomération
- **D 142** du PR 0+12390 au PR 0+13250 (Millières) situés hors agglomération
- **D 431** du PR 0+1400 au PR 0+1920 (Saint-Patrice-de-Clajds) situés hors agglomération

. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux riverains, véhicules de secours et véhicules de transports scolaires, quand la situation le permet.

Les déviations se feront à l'avancé des différents chantiers sur le réseau local.

Article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 : Monsieur le Directeur général des services et Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de la Manche sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à La Haye, le 31/03/2023

**Pour le Président et par délégation,
Le responsable de l'agence technique départementale
des Marais**

Patrice CULERON

Pour le président et par délégation

Signé électroniquement par : Patrice Culeron

Date de signature : 03/04/2023

Qualité : Responsable d'agence - ATD des marais

DIFFUSION:

- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de la Manche
- CODIS/SAMU
- Transports scolaires
- Monsieur le Maire de Gorges
- Monsieur le Maire de Millières
- Monsieur le Maire de Saint-Patrice-de-Clajds
- CER de Périers

ANNEXES:

Zones de travaux



Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.